



Dialogue politique : Le Groupe des 5 encourage les parties à parvenir à un accord

Les derniers développements de l'actualité sociopolitique togolaise continuent de susciter des réactions. Dans une déclaration conjointe publiée ce lundi, la Coordination du Système des Nations Unies, la délégation de l'Union Européenne et les ambassades d'Allemagne, des États-Unis d'Amérique et de France au Togo ont encouragé les parties à faire un effort afin de parvenir à un accord au sujet des réformes politiques.

Après avoir exprimé sa reconnaissance aux autorités ghanéennes pour leur engagement en faveur du dialogue politique inter-togolais pour une sortie de crise, le Groupe des 5, au regard des difficultés auxquelles les pourparlers font face, a appelé les parties (pouvoir et opposition) à respecter les engagements pris dans le cadre de la préparation et du déroulement des premières séances du dialogue débuté le 19 février dernier.

Le groupe des Ambassadeurs a également demandé aux protagonistes de dépasser les positions de principe et de s'engager sans délai, dans l'intérêt de tous les Togolais, dans une discussion de fond sur les questions constitutionnelles et électorales, afin de parvenir à un

accord sur les réformes dans le respect de l'État de droit et des dispositions légales et constitutionnelles en vigueur au Togo.

Le G5 souhaite par ailleurs que les acteurs de la crise parviennent à un accord sur un cadre démocratique rénové et consensuel, afin que les électeurs togolais puissent exprimer un choix dans des élections libres et transparentes.

Il faut rappeler que la classe politique togolaise demeure divisée au sujet des réformes politiques, institutionnelles et constitutionnelles. Le pays vit depuis août 2017 au rythme d'une crise sociopolitique avec des manifestations d'une coalition de l'opposition qui exige des réformes qui portent essentiellement sur le retour à la Constitution originelle de 1992, la révision du cadre électoral, le « déverrouillage des institutions de la République » et l'instauration du droit de vote de la diaspora.

Les togolais sont toujours dans l'attente de la reprise du dialogue politique entre temps suspendu depuis le 23 février dernier. Les consultations se poursuivent tout de même entre la médiation et les parties pour une bonne reprise des négociations.

David



L'IFAID célèbre la 5ème édition de la semaine d'activités culturelles et d'innovations

L'institut de Formation et d'Appui aux Initiatives de Développement (IFAID) célèbre cette année, la 5^{ème} édition de son évènement dénommé Semaine d'Activités Culturelles et d'Innovations (SACI). Les activités ont été officiellement lancées ce lundi 19 Mars à Lomé au cours d'une cérémonie présidée par le Directeur général de l'Institut, Pascal Edoh AGBOVE.

La SACI s'inscrit dans le cadre de la semaine d'actions culturelles instituée dans le système éducatif togolais avec pour objectif, amener les apprenants à plus de solidarité et d'ouverture sur le monde.

Selon le Directeur général de l'IFAID, cette Semaine d'Activités Culturelles et d'Innovations, au-delà des réjouissances, se veut aussi et surtout un cadre de formation.

« C'est aussi une chance offerte aux étudiants d'exhiber les talents cachés en eux. Nous avons toujours été ébahis de découvrir qu'au-delà des connaissances livresques, nos étudiants regorgent d'autres atouts multiformes et sont capables d'innover au-delà des attentes de leurs parents. C'est sur la base de cette force latente en eux que nous avons convenu de baptiser ces six jours d'activités, une Semaine culturelle et d'innovation », a ajouté Pascal Edoh AGBOVE, précisant que cette semaine leur permet de mieux connaître les étudiants et de savoir comment les accompagner individuellement pour que chacun d'eux puisse réussir par rapport à ses propres talents.

« Notre formation n'est plus une formation professionnelle dispensée de manière générale mais une formation orientée vers le développement de compétence », a-t-il précisé.

Au menu des activités (qui prendront fin le 24 Mars prochain), des formations pratiques, des communications sur des opportunités d'emploi pour les jeunes, des visites d'entreprises, des matchs de football, des activités musicales et une visite touristique.

Créé en 2003, l'IFAID est la branche formation professionnelle de l'ONG Initiative des Jeunes pour le Développement (IJD). A ce jour, l'Institut dispose de 27 filières de formation. Le centre a déjà formé 4.000 jeunes dans divers domaines professionnels et plus de 30.000 jeunes en entrepreneuriat.

« A ce jour, 80 % de nos diplômés sont à l'abri du chômage et évoluent sur le marché de l'emploi », a fait savoir le Directeur général de l'IFAID, qui estime que les résultats sont peu satisfaisants car dit-il, « nous demeurons convaincus que beaucoup reste encore à faire ».

David



Chasse illicite : Deux

braconniers béninois déférés à la prison

Le ministère public a déféré le 12 mars 2018, deux braconniers Béninois à la prison civile d'Aného, pour avoir tué dans la nuit du 08 au 09 mars dernier, un jeune hippopotame de deux ans dans le fleuve Mono, après audition et mise en garde à vue.

Komlan Robert et Kpondéou René, tous deux de nationalité béninoise et d'autres chasseurs, se sont introduits sur le territoire togolais pour chasser illicitement les hippopotames, espèces protégées, qui peuplent le fleuve Mono.

Ce sont les nombreux coups de fusils pour tuer le jeune hippopotame qui ont alerté le monde des éco gardes qui sont arrivés à mettre la main sur les deux braconniers. Les responsables de l'Association pour la Conservation et la Valorisation des Marres aux Hippopotames (ACVM) ont jugé bon de remettre ces deux hommes aux agents de la gendarmerie nationale, détachement du canton de Tométy-Kondji.

Les gendarmes, les conservateurs, les forestiers de Yoto et EAGLE-Togo, une organisation qui s'active dans l'appui et l'application de la loi sur la faune et la flore, ont soutenu l'ACVM afin que les interpellés et leurs co-auteurs subissent la rigueur de la loi.

« Dans notre localité, nous avons compris que ce parc animalier est un atout pour notre communauté. C'est pour cela que des volontaires se sont associés pour surveiller nuit et jour le parc en collaboration avec les conservateurs » a expliqué, Kokouda KPOKPO, président de l'ACVM.

La chasse illicite des hippopotames et le port d'arme à feu sont des indices graves et concordantes qui motivent l'inculpation des deux présumés braconniers.

Les dents d'hippopotames sont très demandées pour leur ivoire, alimentant ainsi le braconnage en Afrique, et le trafic vers l'Asie. Le rapport du CITES indique que c'est du fait de la disparition progressive de son habitat, de sa chasse pour la viande ou encore du braconnage pour ses dents que l'hippopotame est classé comme vulnérable, et apparaît ainsi sur la Liste Rouge des espèces menacées.

Les hippopotames sont intégralement protégés au Togo. La détention, la circulation et la vente de trophées d'hippopotames, sont punies par les articles 788 et 789 du nouveau Code pénal du Togo. « Est puni d'une amende de cent mille (100.000) à deux millions (2.000.000) de francs CFA et d'une peine d'emprisonnement d'un (01) à six (06) mois ou de l'une de ces deux peines, quiconque a chassé à l'intérieur des aires protégées. », article 788 du nouveau Code pénal et l'article 789 d'ajouter : « la chasse avec des moyens et armes de chasse prohibés, la chasse sans permis ou hors de la période autorisée dans les zones non interdites, la chasse de nuit et l'abattage de femelle suitée, sont punies d'une peine d'emprisonnement d'un (01) à six (06) mois et d'une amende de cent mille (100.000) à cinq cent mille (500.000) francs CFA ou de l'une de ces deux peines, sans préjudice de la confiscation des produits, engins et armes de chasse. »

Rappelons que le projet Reserve de Biosphère Transfrontière du Mono (RBTM) qui a pour objectif de permettre la reconnaissance de cette réserve, a démarré en 2014 et permis la restauration de l'habitat des dites espèces menacées de disparition dans le monde.

Le braconnage met en péril les écosystèmes et la survie des personnes qui en dépendent, et a également un impact non négligeable sur l'économie du tourisme en Afrique. Le trafic de la faune est un problème de conservation, un problème économique, un problème de sécurité et un problème de santé.



L'association AAVOED fait la promotion du leadership féminin au Togo

L'association Aide et Action à la Veuve, à l'Orphelin et à l'Enfant Déshérité (AAVOED) continue sa lutte en faveur de la promotion de la femme et du leadership féminin au Togo. Dans le cadre du prolongement des manifestations marquant la célébration de la journée du 08 mars dédiée à la femme, l'association a organisé ce 17 Mars samedi à Lomé, une conférence débat à l'attention des jeunes filles en fin de parcours universitaire.

« Leadership féminin et participation de la femme à la vie publique », c'est la thématique au centre de cette conférence qui a pour objectif de susciter auprès de la jeune fille togolaise, le leadership afin de combler une lacune, celle de la faible représentativité de la gent féminine dans les instances décisionnelles au Togo.

Les statistiques indiquent en effet qu'à l'Assemblée Nationale, les femmes sont au nombre de 17 sur 91 députés. Au sein du Gouvernement, elles ne sont que 6 sur 26 ministres et seulement 2 sur les 38 préfets au niveau des préfectures.

Les responsables de l'AAVOED estiment donc qu'au Togo, l'égal

accès des femmes et hommes aux fonctions électives est une opportunité à saisir par les femmes pour participer à la vie politique, ce qui contribuerait sans doute à résoudre ce problème de la faible représentativité.

Les échanges et partages d'expériences avec les membres de l'Association et les communicateurs ont permis aux participants à cette conférence, de faire l'état des lieux du niveau de participation des femmes dans tous les secteurs d'activités, d'identifier les obstacles qui en sont les freins, et de suggérer des solutions pour y remédier.

La Présidente de l'AAVOED, Mme KADJAKA-ABOUGNIMA Molgah a encouragé les femmes à se départir de leur traditionnel rôle joué dans leur société, pour s'adapter à leur environnement en constante mutation. *« La femme a d'énormes atouts naturels pour être leader. Son plus grand défaut c'est d'oublier ce qu'elle vaut et ce dont elle est capable. Parce qu'elle est avant tout, mère, épouse, éducatrice, bonne conseillère, chef de famille et pour ne citer que ces qualités »*, a-t-elle souligné.

Pour rappel, l'association « Aide et Action à la Veuve, à l'orphelin et à l'Enfant Déshérité » prône l'éducation de la jeune fille, son maintien dans le cursus scolaire et son leadership. Elle a également pour objectif de soutenir les veuves, les orphelins et les enfants déshérités au Togo en leur apportant une assistance psychologique, morale, matérielle et financière.

David SOKLOU



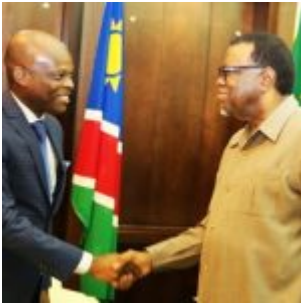
L'Ambassade du Togo à Berlin ouvre ses portes aux élèves allemands

L'Ambassade de la République Togolaise à Berlin a accueilli le 14 Mars dernier, des élèves de la classe de seconde de l'école Gerhard-Rohlf's-Oberschule de la ville de Brême en Allemagne.

Cette visite a été organisée en partenariat avec M. Eklou Kodzo Attohoun, Professeur de mathématiques dans ladite école en vue de renforcer les connaissances générales des jeunes allemands sur le Togo.

Au cours de la visite, les élèves ont eu l'occasion de suivre un exposé sur le Togo allemand, une projection d'un court métrage sur le tourisme et visiter une exposition d'objets d'art en présence de l'Ambassadeur du Togo en Allemagne, M. Bayédzè Komi Dagoh.

La Rédaction



Diplomatie : L'axe Lomé-Windhoek au beau fixe !

Les relations d'amitié et de coopération entre le Togo et la Namibie se renforcent davantage. Ceci à la faveur d'une visite officielle effectuée cette semaine à Windhoek dans la capitale namibienne par le ministre Robert DUSSEY en charge des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine, sur invitation de l'honorable Netumbo Nandi-Ndaitwah, Ministre des Relations Internationales et de la Coopération de la Namibie.

Au cours de cette visite de trois jours qui a pris fin ce vendredi 16 Mars, les échanges entre la partie togolaise et namibienne ont porté sur plusieurs points relatifs aux domaines de l'environnement et du tourisme, de l'agriculture, de l'eau, des travaux publics et des transports, de l'industrialisation, du commerce et du développement des petites et moyennes entreprises et de l'éducation.

S'agissant des questions de transport et de sécurité maritimes, le communiqué ayant sanctionné la visite indique que les deux ministres ont convenu de la signature prochaine d'un accord « *Open sky* » entre le Togo et la Namibie en vue de faciliter la liaison Lomé – Windhoek par le biais des compagnies Asky et Namibian Airways.

Ils ont également souligné la mise en place d'une stratégie de connexion entre le port de Lomé et celui de Windhoek dans

l'optique de promouvoir les échanges de produits locaux des deux pays.

« Les deux parties ont, en outre, réaffirmé leur volonté d'accélérer la mise en place de la Commission mixte de coopération Togo-Namibie. Ce cadre de coopération est sensé faciliter des rencontres périodiques des experts des deux pays en vue de la mise en œuvre des orientations politiques de leurs plus hautes autorités. Pour ce faire, ils ont décidé l'exemption de visa d'entrée et de séjour entre les deux pays au profit de leurs ressortissants détenteurs de passeports diplomatiques et de service », précise le communiqué.

Au cours de son séjour, le Ministre Robert DUSSEY a également rendu une visite de courtoisie au Président de la République de Namibie, Dr. Hage GEINGOB.

Il faut souligner que les bases des relations diplomatiques entre le Togo et la Namibie ont été jetées depuis octobre 2012 lors d'une visite effectuée par le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé auprès de son homologue namibien.

David



La STT et le SYNPHOT

annoncent de nouvelles grèves pour la semaine prochaine

La grogne sociale s'est intensifiée cette semaine avec notamment une grève sèche lancée depuis mardi dernier par le Syndicat des Praticiens Hospitaliers du Togo (SYNPHOT) de même que la Synergie des Travailleurs du Togo (STT) qui a décidé de passer à la vitesse supérieure en demandant à tous les agents relevant du secteur de l'administration publique d'observer une cessation de travail de 120 heures à partir de lundi 19 mars prochain dans tous les services de l'administration publique au Togo.

La STT exige la libération pure et simple de ses membres embastillés à la prison civile de Kara, de même que l'abandon des poursuites à l'encontre de son point focal dans la Kara, Claude PELELEM toujours sous contrôle judiciaire.

Ces exigences viennent s'ajouter aux autres points de la plate forme revendicative de la Synergie qui portent entre autres sur : le doublement de la valeur indiciaire, la réinstauration de l'indemnité de départ à la retraite et de l'apurement de ses arriérés à tous les retraités de même que l'élaboration, l'adoption et l'application de tous les statuts particuliers identifiés par la loi portant statut général de la fonction publique.

Le STT se dit tout de même être disponible pour toute participation à la résolution des doléances.

D'un autre côté, c'est le Synphot qui, en assemblée générale ce vendredi au Centre hospitalier universitaire Sylvanus Olympio (CHU-SO) de Lomé, a lancé une nouvelle grève sèche de 3 jours pour la semaine prochaine pour réclamer de meilleures conditions de travail notamment l'amélioration du plateau technique dans les formations sanitaires publiques du

pays.

Ils disent ne pas comprendre « le mutisme du ministre de la santé » qui selon eux, n'a jamais cherché véritablement à engager de discussions franches avec les responsables du Synphot au sujet de leur plateforme revendicative. Les membres du SYNPHOT sont même allés plus loin en demandant la démission du ministre de la santé, Pr. Poustafa Mijiyawa de même que l'arrêt du « harcèlement contre les médecins.

Comme la semaine dernière, les centres hospitaliers et de santé resteront encore fermés la semaine prochaine sur toute l'étendue du territoire si rien n'est fait d'ici là. Seul le service minimum sera assuré dans certains départements (réanimation, hémodialyse et le Centre national de transfusion sanguine (CNTS).

Cris DADA



La crise migratoire au centre de la 10ème Conférence de l'APF à Lomé

La 10^{ème} conférence des Présidents d'Assemblées et de Sections de la région Afrique de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF) se tient depuis ce jeudi 15 mars à Lomé

dans la capitale togolaise. Pendant deux jours, ces élus du peuple de l'espace francophone d'Afrique vont échanger sur des thématiques relatives la coopération interparlementaire entre Etats membres de l'APF et surtout sur la crise migratoire et le développement de l'Afrique.

C'est le Premier ministre togolais Komi Sélom Klassou qui a ouvert les travaux de cette conférence en présence du Président du Parlement de Côte d'Ivoire et vice-président de l'APF, Guillaume Kigbavori Soro, de Dama Dramani, Président de l'Assemblée nationale togolaise et son homologue du Sénégal, Mustapha Niasse.

Selon le vice-président de l'APF, cette rencontre parlementaire offre une occasion de réfléchir, d'une part, au rôle des parlements dans la mise en place d'une coopération renforcée sur le plan sécuritaire. Il s'agit par ailleurs, selon Guillaume Soro, de parvenir à trouver des solutions idoines, afin de démanteler les réseaux de trafiquants d'êtres humains. Selon lui, ces réseaux sont profondément liés aux trafiquants d'armes, de drogue et aux mouvances terroristes.

«Nous devons redonner de l'espoir à ces milliers de jeunes désespérés par le chômage, la pauvreté, l'absence de perspectives dans leurs pays, en donnant la priorité à l'éducation, à l'emploi et à l'émancipation des jeunes », a souligné M. Soro avant d'ajouter qu' « il ne s'agira pas de faire des promesses sans lendemain ou de trouver des solutions miracles, mais de discuter et de réfléchir aux solutions appropriées ».

Les travaux vont également permettre aux participants de se prononcer sur la question de l'ouverture du parlement francophone à la société civile.

David S.



Opération séduction de Total Togo à l'endroit des femmes togolaises

La célébration le 08 Mars dernier, de l'édition 2018 de la journée internationale de la femme a été marquée au Togo par diverses activités au rang desquelles, une opération de séduction menée par le personnel féminin de Total Togo à l'endroit des femmes togolaises.

Le personnel féminin de cette société pétrolière s'était en effet rendu dans les stations services de Total Togo pour offrir des cadeaux aux femmes qui ont choisi les Total-Shop et les stations services Total pour faire des achats.

Chargé de présents dont des sacs personnalisés aux couleurs de la station, le personnel féminin de Total Togo a tenu à apporter son symbole à cette journée pour la rendre plus agréable à toutes les femmes togolaises.

« Nous sommes fières d'être aux côtés de nos mamans et de nos sœurs en cette journée symbolique pour toutes les femmes du monde entier et celles du Togo que nous sommes. En offrant ces sacs aux femmes, nous voulons leur dire que Total Togo pense à elles au quotidien et qu'elles représentent le ciment d'une famille. Le sac dans nos traditions africaines signifie le

manque de faim, l'abondance de nourriture à la maison et l'assurance d'une famille heureuse. Tels sont les mots que nous avons fait passer aux femmes cette année à travers cette opération », a expliqué une employée de Total Togo, surprise en train d'offrir un sac à une femme qui venait de faire son achat de carburant.

Cette journée du 08 mars a été donc assez spéciale pour toutes les femmes qui ont choisi de faire des achats dans les total Shop et autres stations services du groupe pétrolier. Pour chaque achat effectué, chaque femme a eu droit à un cadeau symbolisant l'importance de la célébration de cette journée.

« Je suis agréablement surprise et particulièrement heureuse. Surprise et heureuse parce que après avoir acheté mon carburant dans la station service, une jeune dame toute souriante m'a approchée et m'a tendu ce joli sac pour m'en faire un cadeau. J'ai été très touchée par sa simplicité et la beauté du sac que je n'ai pas de mots pour exprimer ma joie d'être bénéficiaire de cette opération. Je dis juste un grand merci à Total Togo et à ses responsables pour avoir pensé à nous les femmes togolaises en ce jour du 8 mars », a confié une dame heureuse de bénéficier du cadeau.

La compagnie laisse ainsi un souvenir positif et rempli de joie chez toutes ces femmes qui ont choisi les stations services pour leurs achats. C'est d'ailleurs le souhait de Total Togo, celui d'apporter à travers cette opération de charme, du bonheur dans le cœur de toutes les femmes togolaises.

Il faut souligner que Total Togo organise chaque année à l'occasion de cette journée du 08 mars, une activité pour accompagner les femmes togolaises dans la célébration de cette journée de la femme.

David



Le Ministère de l'environnement formule ses outils de planification et de suivi évaluation pour 2018

La formulation et la consolidation des outils de planification et de suivi évaluation pour le compte de l'année 2018 du Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières (MERF) fait l'objet d'un atelier qui a ouvert ses portes ce mercredi à Lomé.

Il s'agit d'un cadre d'échange et de concertation entre les points focaux de planification, programmation, budgétisation et suivi évaluation des différentes directions, institutions rattachées, et des projets et programmes du ministère.

L'objectif est de consolider pour ce département ministériel, le Plan de travail et budget annuel (PTBA), le Tableau de bord annuel des indicateurs (TBAI) de même que les différents outils de suivi de l'année pour le ministère.

« Ces différents outil formulés permettront d'éviter les duplications des actions et favoriseront la complémentarité des actions des différentes structures et projets au sein du ministère et par ricochet, obtenir la synergie dans les interventions », a expliqué à l'ouverture des travaux, Sama

Boundjou, secrétaire général du Ministère de l'Environnement.

Il a précisé que ces outils constituent également des instruments de mobilisation de ressources internes et externes pour la mise en œuvre des actions de la politique du Gouvernement en matière d'environnement et des ressources forestières.

David